



Atelier 1: « Aménagements raisonnables », quelles conséquences pour les équipes éducatives?

Colloque « Elèves à besoins spécifiques, l'Ecole à
besoin de vous! »

30 et 31 janvier 2014 – Liège

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme

- Service public interfédéral autonome
- Depuis 2003, le Centre traite des discriminations non raciales (notamment sur base du handicap)



Le Centre pour l'égalité des chances (suite)

- Depuis juillet 2011: désigné par l'Etat belge, les Régions et les Communautés comme mécanisme indépendant chargé du suivi de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées



Les 3 métiers du Centre

- Le traitement des plaintes/signalements
- Formation – Information – Sensibilisation
- Avis et recommandations

Cadre légal du Centre

(applicable en Région wallonne et Communauté française)

- ☐ **Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées**
- ☐ Loi fédérale du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination
- ☐ Décret du 6 novembre 2008 de la **Région wallonne** relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations, modifié le 19 mars 2009
- ☐ **Décret du 12 décembre 2008 de la Communauté française relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination**



Convention ONU relative aux droits des personnes handicapées

- Article 24 Education (extraits)
 - « *Les Etats Parties veillent à ce que : les personnes handicapées ne soient pas exclues, sur le fondement de leur handicap, du système d'enseignement général ... et qu'elles puissent, sur base de l'égalité avec les autres, avoir accès à un enseignement inclusif* ».
 - « *Il soit procédé à des aménagements raisonnables en fonction des besoins de chacun* »



Le décret anti-discrimination de la Communauté française

Il interdit toute forme de discrimination dans le cadre des compétences de la FWB et spécifiquement dans l'enseignement tous types, tous niveaux, tous réseaux confondus.



Comportements interdits

La législation anti-discrimination:

- Interdit toute forme de discrimination (directe et indirecte)
- Impose des **aménagements raisonnables** en faveur des personnes handicapées

Handicap?

- Pas de définition dans la législation AD
- Interprétation par le juge
- Jurisprudence belge et européenne
- Définition dans la Convention ONU
- Evolution d'un modèle médical vers un modèle social – notion de “disabling environment”

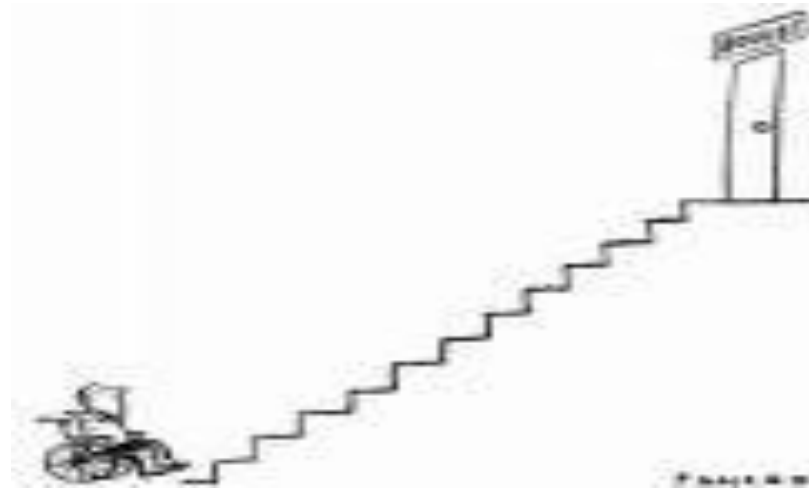


Convention internationale des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées

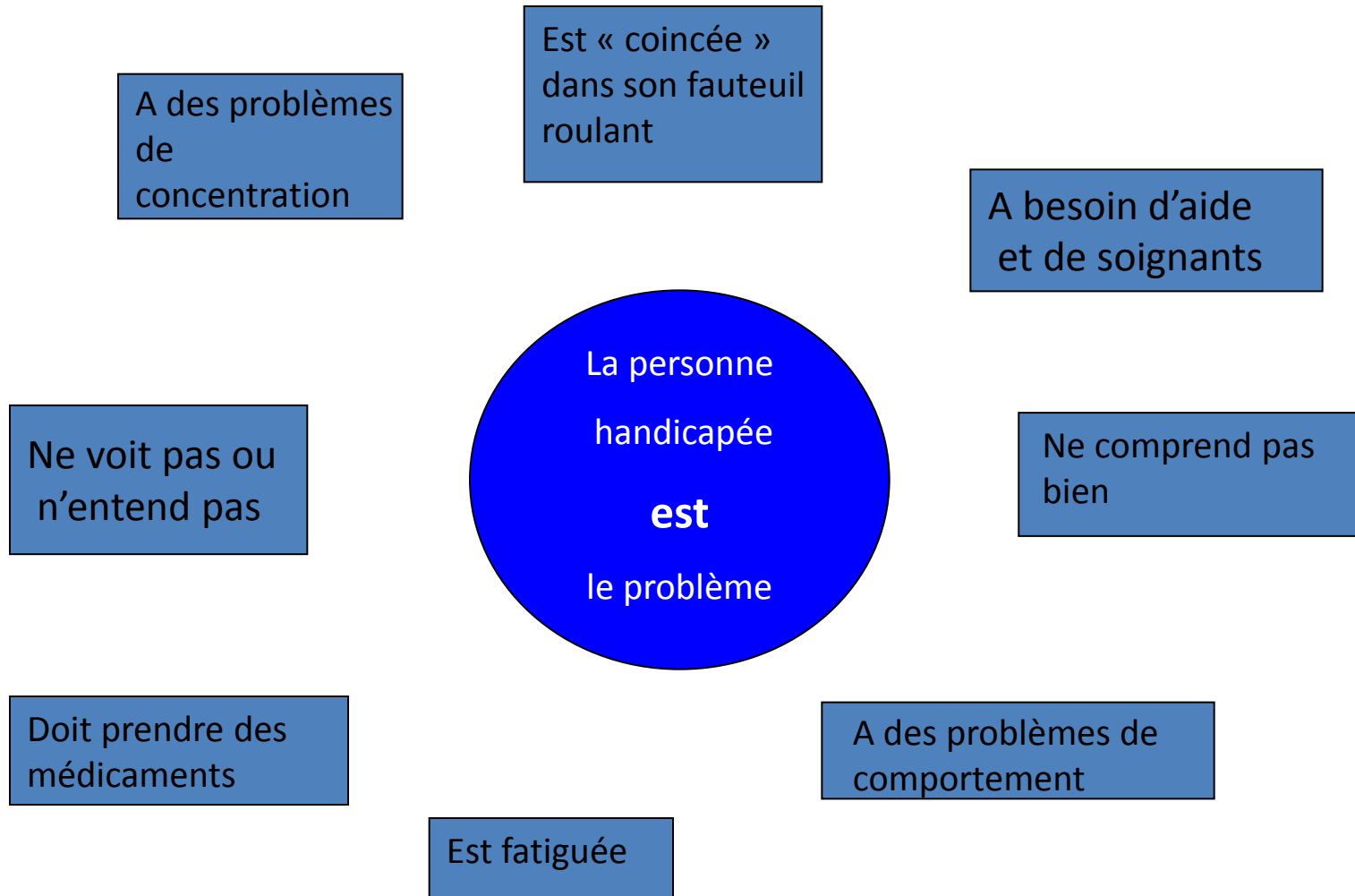
*« Des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont **l'interaction** avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective **participation à la société** sur base de l'égalité avec les autres »*

Refus d'aménagement raisonnable

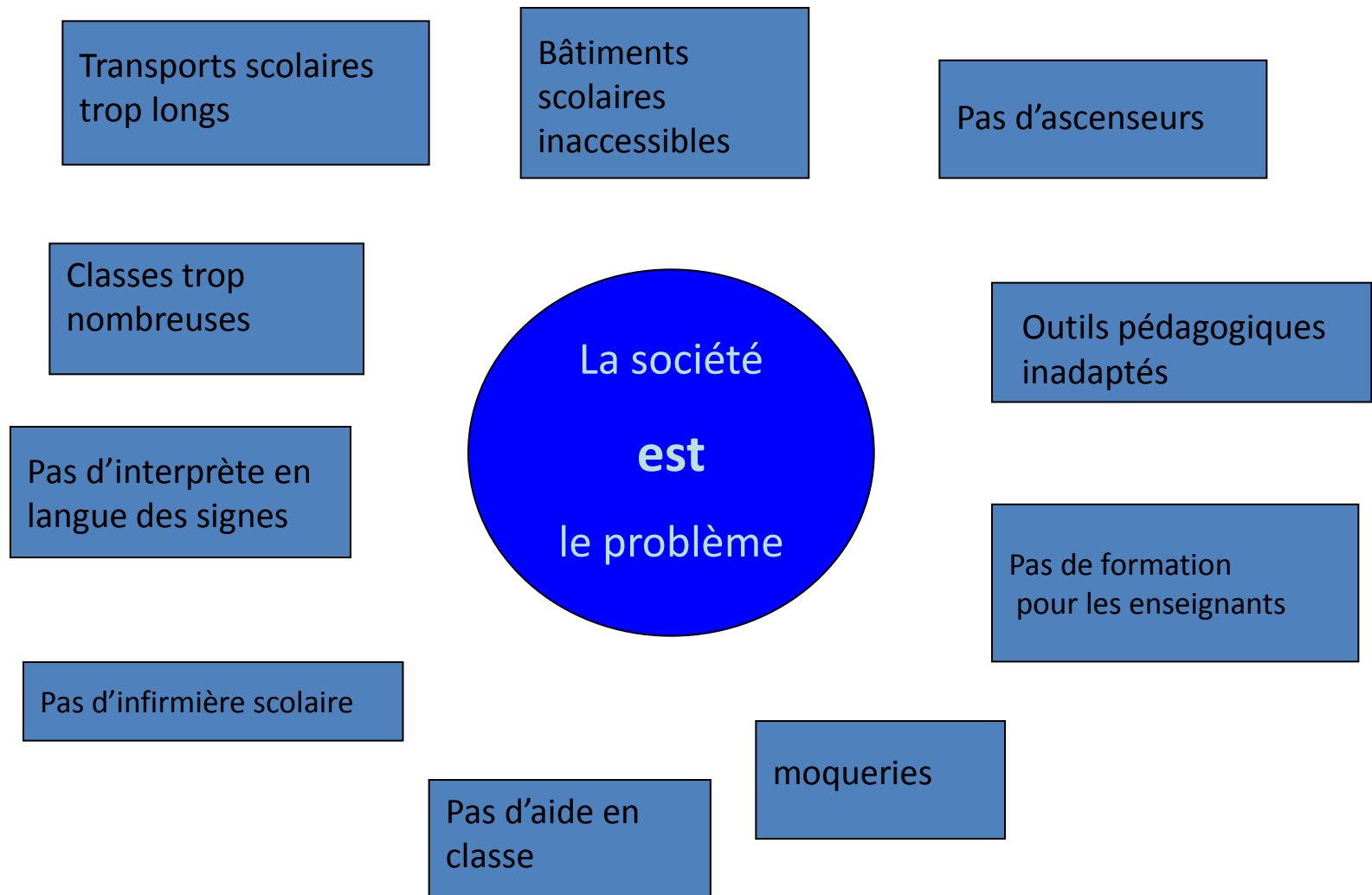
La personne handicapée est traitée de façon égale alors qu'elle est dans une situation différente



Le modèle médical et individuel du handicap



Le modèle social du handicap



Aménagements raisonnables:

définition légale

Mesures appropriées, prises en fonction des besoins dans une situation concrète, pour permettre à une personne handicapée d'accéder, de participer et progresser dans les domaines pour lesquels cette loi est d'application,

*SAUF si ces mesures imposent à l'égard de la personne qui doit les adopter une **charge disproportionnée**. Cette charge n'est pas disproportionnée lorsqu'elle est compensée de façon suffisante par **des mesures existant** dans le cadre de la politique menée concernant les personnes handicapées*

En images: aménagements matériels



Chaise d'escalier



Chaise ergonomique



Monte-escalier



Vidéo-loupe



Alerte lumineuse pour sourds
et malentendants

En images: aménagements immatériels



Un langage facile à comprendre et à lire



Adapter le temps



Adapter les règles scolaires



Interprétariat en langue des signes



Une attention spéciale: un gâteau sans sucre

Critères à respecter pour un aménagement

- Il doit être efficace
- Il doit permettre une participation égale
- Il doit permettre une participation autonome
- Il doit assurer la sécurité de la personne handicapée



Indicateurs pour apprécier le caractère « raisonnable » de l'aménagement:

- Coût financier proportionné,
- Existence d'interventions ou de mesures réduisant la charge financière,
- Impact organisationnel de l'aménagement,
- Taille des activités et capacité financière d'un employeur (ou d'un fournisseur de services),
- Durée et fréquence de l'utilisation
- L'absence d'alternatives équivalentes



Publication du Centre (septembre 2013)

Genèse de la brochure:

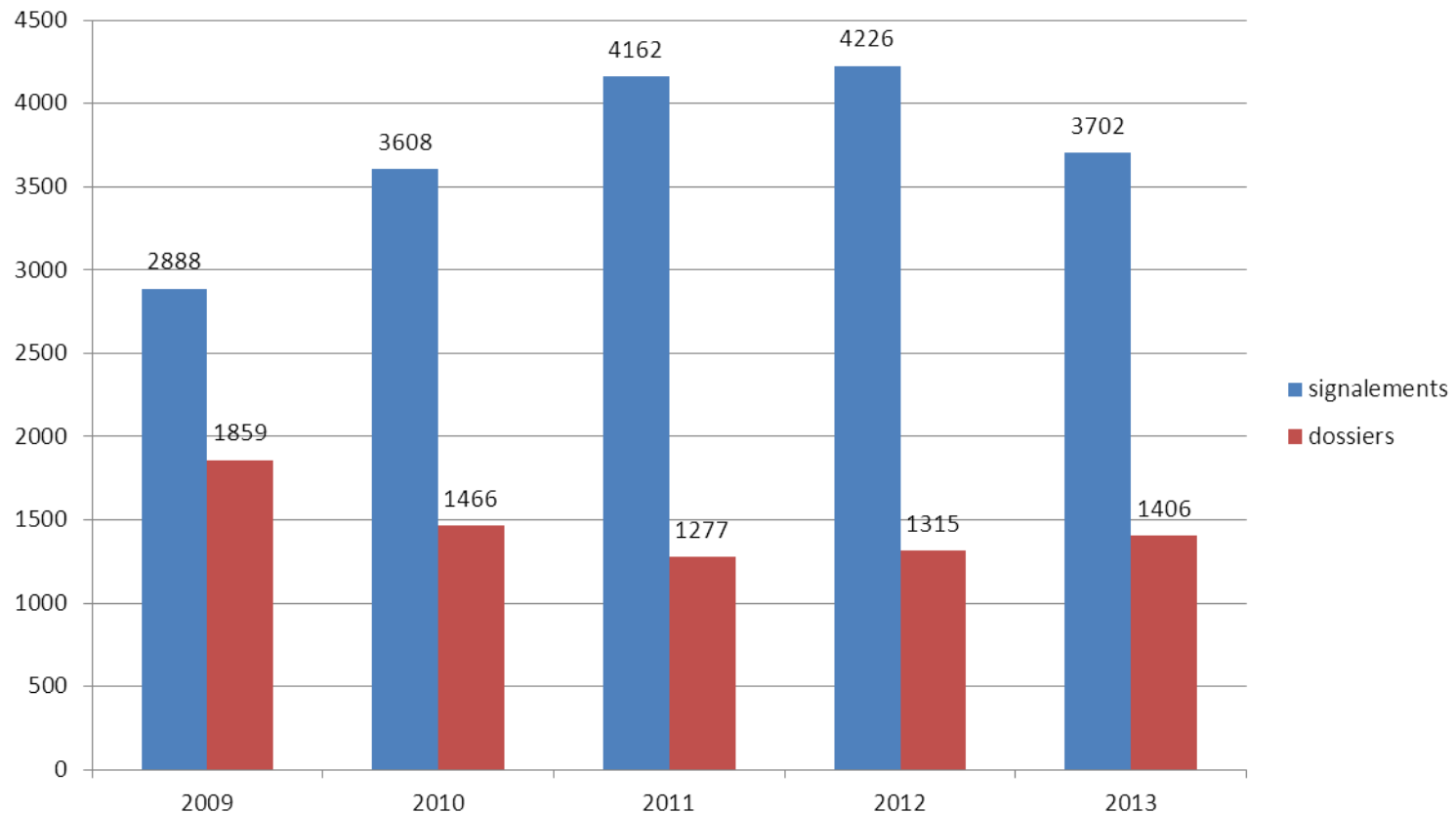
- Signalements adressés au Centre
- Mission de protection, de promotion et de monitoring ONU
- Forums au Centre « Vers un enseignement plus inclusif » (2012)



- **Constat** : obligation d'aménagement raisonnable mal ou pas connue dans les écoles;
- **Brochure** :
 - Informer les élèves, les parents, les équipes éducatives, les directions d'établissements scolaires et les acteurs du monde de l'enseignement sur la notion d'aménagement raisonnable;
 - Législation, aides, bonnes pratiques, ressources;
 - Enseignement obligatoire et non-obligatoire;
 - Disponible sur www.diversite.be (rubrique publication – filtre handicap)

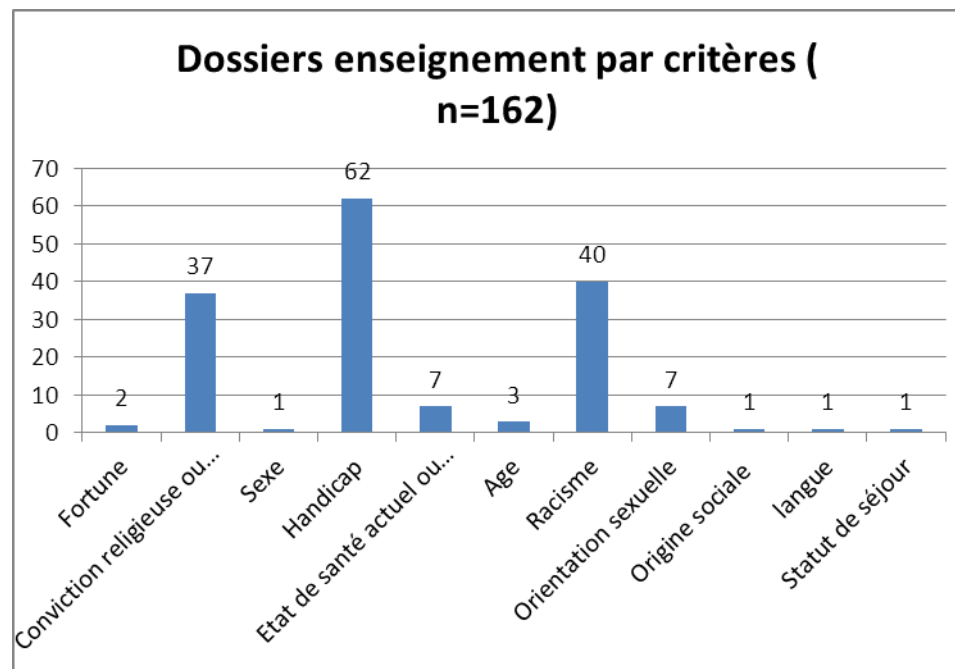
Chiffres

- En 2013, 3702 signalements, 1406 dossiers;



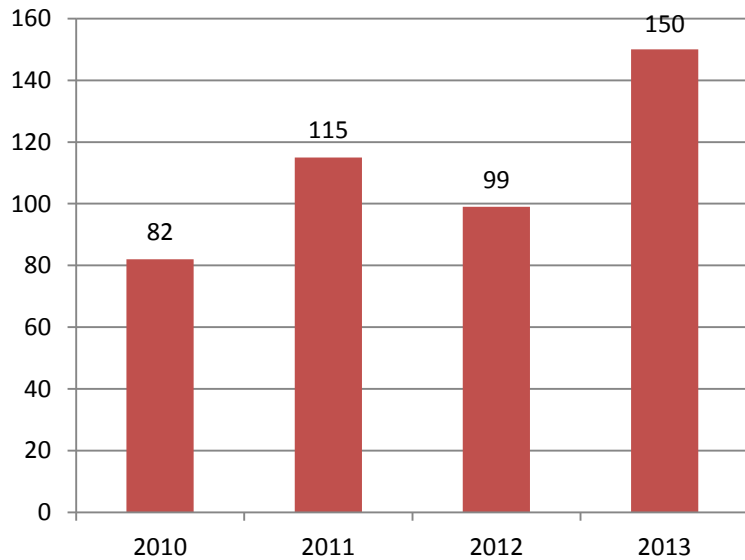
Chiffres enseignement 2013

- En 2013, sur 1406 dossiers , 150 relatifs au domaine de l'enseignement (11%);

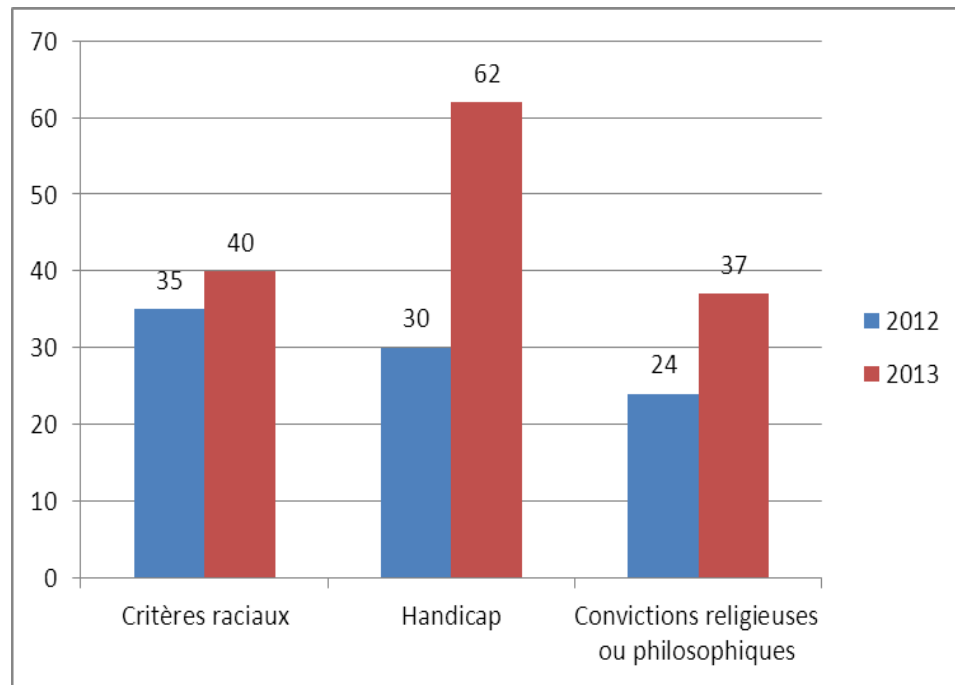


Chiffres enseignement 2013

Evolution du nombre de dossiers



Evolution des critères 2012-2013



Dossiers enseignement-handicap

- 20% des dossiers concernent troubles de l'apprentissage;
- 20% des dossiers concernent handicap physique;
- 10% des dossiers concernent maladie chronique;
- 10% concernent handicap sensoriel;

Dossiers enseignement-handicap

- Dans 2/3 des dossiers handicap-enseignement, dossier concerne refus d'aménagement raisonnable ; 30% des refus d'AR concernent troubles apprentissage; 25% concernent handicap physique;
- Un dossier sur 10 concerne discrimination directe (refus d'inscription, exclusion, refus de stage, ...);

Trois forums rassemblant différents acteurs:

- ***Acteurs de terrain associatifs***: Plain pied, ANAHM, ASPH, RéCI-Bxl, Cap 48, Ligue des Droits de l'enfant, SAPHAM, Ligue francophone belge contre l'épilepsie...
- ***Représentants institutionnels***: Organisations syndicales, Conseil supérieur des CPMS, AWIPH, PHARE...
- ***Fédérations d'associations de parents***: FAPEO et UFAPEC.

Objectifs des forums:

- Entendre les acteurs concernés sur leurs expériences
- Dégager des priorités
- Les traduire en pistes de travail, en recommandations...

Trois priorités se dégagent des forums:

- L'accessibilité des établissements scolaires
- La formation des acteurs de l'enseignement
- Les ressources internes et externes

Accessibilité

Au-delà de l'aménagement raisonnable, nécessité d'adopter une approche plus structurelle en terme d'accessibilité des bâtiments scolaires.

- Actuellement, on construit encore des écoles sans se préoccuper de leur accessibilité.
- Manque de sensibilisation et de formation des architectes et des inspecteurs en charge de l'urbanisme.
- Les moyens dévolus aux bâtiments sont limités.
- Certaines écoles sont accessibles, mais peu de formation des équipes éducatives qui doivent utiliser cette infrastructure et accompagner les élèves concernés.

Formation

Manque de formation de l'ensemble des acteurs scolaires, tant au niveau de la formation initiale que continuée.

- Connaître et comprendre le cadre légal.
- Rappeler l'obligation de l'aménagement raisonnable et ses modalités.
- Découvrir des outils concrets: projet d'accueil individualisé, plan individuel d'apprentissage...
- Identifier les ressources existantes: services d'accompagnement, fonds régionaux...
- Optimiser la collaboration avec la famille et d'autres services/professionnels.

Ressources

Face à des situations complexes, et pour offrir un soutien individualisé, nécessité de travailler avec des services spécialisés mais aussi le personnel paramédical et la famille qui entourent l'élève.

- Les ressources internes et externes existent, mais il faut les connaître!
- La collaboration avec d'autres services demande un certain investissement (et donc du temps...) au niveau de la concertation et du travail en réseau.

Contact

Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme

Rue Royale 138 à 1000 Bruxelles

Tél. 02/212.30.00

Fax. 02/212.30.30

Ligne verte : 0800/12800

epost@cntr.be

Site CECLR: <http://www.diversite.be>

Florence Pondeville

Service 2^{ème} ligne Département Discrimination

Florence.pondeville@cntr.be

02/212.30.47

Véronique Ghesquière

Service Handicap/Convention ONU

veronique.ghesquiere@cntr.be

02/212.31.46